Le Monde libertaire - n°93
septembre 1963
Fédération anarchiste

LE FRONT DE CLASSE ...

Au lendemain de la grève des mineurs, nous écrivions dans notre journal: *«De Gaulle a été obligé de céder. Les hommes du gouvernement ont pris le masque des bons apôtres. Ne nous y laissons pas prendre. Entre le pouvoir et les syndicats, une lutte est engagée qui ne se terminera que par le retrait du Président ou l'alignement des organisations ouvrières»*. Et nous mettions le monde du travail en garde contre une éventuelle tournée des *«cantines»* qui, à l'instar de la tournée des popotes, n'aurait pour but que de gagner du temps et préparer la prochaine attaque contre les libertés ouvrières. Politique de Machiavel, politique de duplicité, de reniements de la parole donnée, politique qui marquera le règne de Charles le Fourbe.

Constater que nous avions hélas! raison est sans importance. Démonter le mécanisme des opérations gaullistes est infiniment plus sérieux, car cela nous permet de faire face à un danger permanent qui ne disparaîtra qu'avec celui qui l'incarne, pour reparaître d'ailleurs à nouveau avec un de ces produits humains que le régime capitaliste secrète périodiquement, afin d'assurer sa survie.

Profitant d'une grève catégorielle, infiniment suspecte, le gouvernement a frappé. A l'affût depuis l'échec que les mineurs ignorant la réquisition lui avait infligé, il a profité de ce que nous nommerons le premier faux pas! de l'organisation syndicale pour porter un premier coup aux libertés ouvrières et assez curieusement avec l'aide de ce Parlement croupion universellement déconsidéré et qui ne semble plus maintenu en place que pour assumer les vilenies un peu trop impopulaires du régime gaulliste.

Un jeu de circonstances, en dehors même de la grève que nous qualifions plus haut, a rendu possible cette attaque de front qui n'est pas dans les méthodes du gouvernement Pompidou. La période des vacances, le mécontentements des usagers des transports, la division et la surenchère qui opposent les organisations syndicales.

Certes, nous ne crierons pas à la catastrophe, parce que le gouvernement a réussi à imposer un préavis de cinq jours à tous mouvements de grève déclenchés par les services publics, comme le font excellemment remarquer nos camarades du Syndicat autonome des P. et T., de toute façon la grève est en elle-même une rupture des contrats qui auraient pu être passés entre les travailleurs et les patrons et à plus forte raison lorsque ces contrats sont passés entre le gouvernement et les députés avec la bénédiction du patronat et en dehors du monde ouvrier. Il en sera de ce préavis de cinq Jours, de ce qu'il en a été de la réquisition des mineurs. Mieux, on peut penser qu'un mouvement déclenché en rupture de la loi aurait une consistance plus réelle que ces mouvements tolérés et considérés par le pouvoir comme un mal inévitable auquel il convient tout simplement de s'adapter.

Mais malgré tout, on est bien obligé de constater que la loi a été ressentie par les ouvriers comme une défaite et par le régime comme une victoire, ce qui est pour le moins curieux de la part d'un gouvernement qui ne cesse de protester qu'il ne veut que du bien aux organisations ouvrières, qu'il prétend associer à sa politique ou plutôt intégrer à sa politique pour que, comme le Parlement, elles prennent leur part des impopularités que déclencheront inévitablement la politique de grandeur. Oui, cette loi a modifié sensiblement les éléments du problème économique qui se pose à la rentrée et qui aura son point culminant en automne.

Et cette rentrée s'avère dès à présent difficile pour la politique économique du Gouvernement. D'une part, la production a largement dépassé les évaluations du plan (9% au lieu de 4%), ce qui fait que l'augmentation des salaires étant limitée par ce même plan, les bénéfices représentés par les 4 ou 5% de dépassement seront redistribués dans les caisses de l'État ou dans celles des banques d'affaires qui contrôlent les trois quarts des entreprises privées.

Je dis difficile, malgré cette rentrée supplémentaire d'argent, tout simplement parce que la vie a monté en flèche (25 % depuis quatre ans) et que les travailleurs ayant en main ces deux éléments, la montée des prix qui rognent leur budget et l'augmentation de la production qui enrichit le patronat et l'État vont se retourner vers ces derniers pour exiger leur part.

Bataille d'automne maintenant traditionnelle? Certes, mais le Gouvernement compte sur *«sa loi»* pour avoir le temps de *«causer»* avec le Mouvement syndical qui a remplacé le Parlement et les Partis comme interlocuteur valable. Or, ce Mouvement syndical qui n'a pas pu ou pas su réunir à temps une masse suffisante de salariés pour faire échec au mauvais coup risque de se trouver en état d'infériorité et nous pouvons une fois de plus constater qu'en dehors de tout bon sens nous allons une fois de plus livrer le combat le dos au mur et sur le terrain choisi par un adversaire qui a profité des vacances pour aménager ses bases de départ.

Nous ne sommes pas seuls à constater cette volonté du Gaullisme à briser le Mouvement syndical. Et les congrès de la C.G.T. et de la C.F.T.C. se sont faits les échos des inquiétudes des masses ouvrières. Mais nous devons le constater, la structure de ces organisations syndicales empêtrées de leurs politiciens, de leurs problèmes confessionnels, de leur rivalité d'homme ou de clans, les rendent peu aptes aux solutions énergiques que la situation impose et ce ne sont pas des timides tentatives d'unité d'action comme celles proposées pour une commémoration aussi contestable que *«la Libération de Paris»* (sic) qui fera avancer l'unité ouvrière qui s'impose pour faire face au danger qui menace la classe ouvrière.

La troisième des grandes centrales syndicales, qui va, elle, tenir ses assises en automne, peut-elle être l'élément qui impulsera les luttes qui ne manqueront pas de se déclencher? Je ne le pense pas et c'est regrettable, car la position de F.O. qui, géographiquement, est à une distance égale des deux autres, la présence dans son sein d'éléments syndicalistes imperméables à la politique comme aux confessions spirituelles la désignait pour jouer ce rôle. Mais ne nous y trompons pas: plus peut-être que la timidité naturelle et l'anticommunisme maladif de ses militants, l'absence ou plutôt l'échec des tentatives des regroupements des éléments minoritaires qui au dernier congrès avait essayé de remettre la machine en route risque de paralyser le Syndicalisme d'action directe.

La tâche qui se prépare est donc lourde. C'est une tâche de longue haleine. Il faudra faire face avec les moyens du bord et la Commission Syndicale de la F.A., qui se réunira incessamment, devra revoir le problème syndical en dehors des groupes politiques, quelle que soit leur importance, quelle que soit leur phraséologie, car une expérience récente vient de nous convaincre que seuls les militants neufs du mouvement ouvrier sauront dépasser les querelles des clans qui s'affrontent sur des problèmes que le Syndicalisme doit écarter s'il veut se survivre.

Maurice JOYEUX,
(MONTLUC).